Marges des entreprises : un problème de profitabilité très français

Synthèse du document de travail Rexecode n° 107, novembre 2026

Le taux de marge des entreprises françaises, proche de 32 % de la valeur ajoutée depuis trente ans, entretient l'idée d'une profitabilité préservée. Mesurées nettes de l'usure du capital et comparées à celles de nos voisins, les marges des sociétés non financières françaises sont pourtant en érosion et parmi les plus faibles de la zone euro, au moment où les entreprises doivent financer la décarbonation, l'intelligence artificielle et l'effort de défense.

Les messages clés

- **La marge brute des entreprises stagne, leur marge nette s'érode.** Une fois déduite l'usure du capital, la marge des sociétés non financières est tombée de 16,9 % de la valeur ajoutée en 1990 à 12,8 % en 2025, l'essentiel du recul datant de la crise de 2008 sans rattrapage depuis.

- **La France est la lanterne rouge de la zone euro.** La marge nette des entreprises françaises est inférieure de 9,5 points à la médiane de la zone euro, et encore de 4,7 points une fois corrigés tous les biais statistiques connus. L'écart atteignait déjà 9,1 points en 1995.

- **Les prélèvements sur les entreprises sont les plus lourds d'Europe, même nets des aides.** Ils atteignent 25,7 % de la valeur ajoutée des sociétés en 2025 et encore 20,9 % une fois les aides déduites, contre 15,8 % pour l'ensemble de la zone euro et 12,1 % en Allemagne.

- **Un capital qui s'use plus vite exige 50 milliards d'euros de marge en plus.** Logiciels, bases de données et R&D se déprécient bien plus vite que les machines, et la dépréciation a gagné 3 points de valeur ajoutée en France depuis 1995 quand elle est restée stable chez nos voisins, si bien qu'il manque 3,3 points de marge brute aux entreprises pour retrouver la marge nette des années 1990.

- **La dette des entreprises redevient coûteuse.** Leur dette nette atteint 54 % du PIB contre 36 % en médiane de la zone euro, et la charge d'intérêts nette est passée de 0,6 % à 5,4 % de l'excédent brut d'exploitation entre 2021 et 2025.

- **Le travail reçoit en France une part de la valeur ajoutée plus élevée qu'ailleurs.** La rémunération du travail représente 75,5 % de la valeur ajoutée hors immobilier, record européen, du fait du poids des cotisations des employeurs qui financent un modèle social généreux.

- **Le malaise sur le pouvoir d'achat est un problème de croissance, pas de partage.** Le revenu des ménages par habitant a progressé plus vite que le PIB par habitant depuis 2000, et c'est la faiblesse de la croissance française qui limite la progression du niveau de vie.

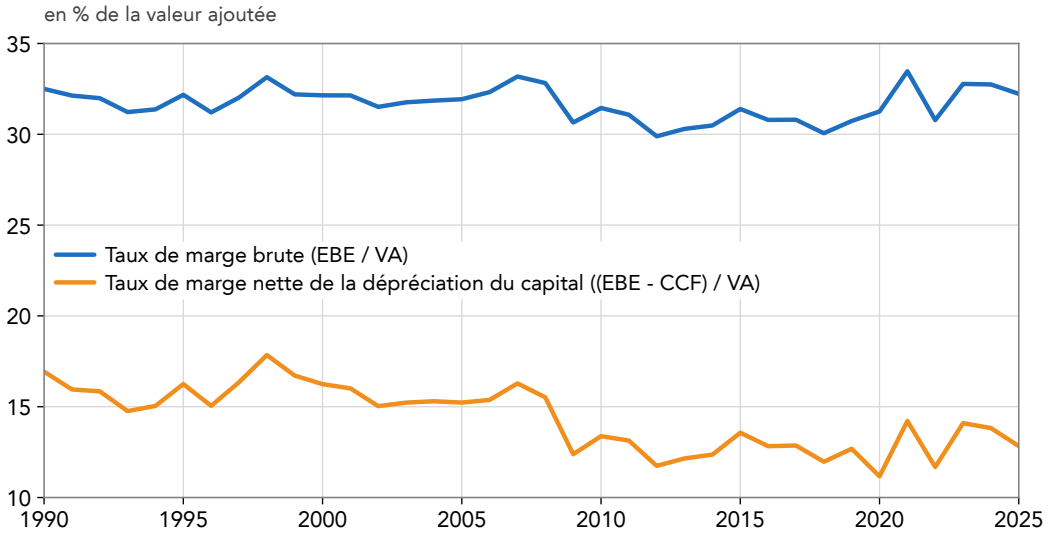
- **Quatre leviers pour restaurer la profitabilité.** Poursuivre la baisse des impôts de production, alléger les cotisations sur les salaires intermédiaires et qualifiés, garantir la stabilité fiscale et orienter l'épargne des ménages vers les fonds propres des entreprises.

12,8 %	−9,5 pts	20,9 %	75,5 %
marge nette des sociétés en 2025 (16,9 % en 1990)	écart de marge nette avec la médiane de la zone euro	prélèvements nets des aides (zone euro 15,8 %)	part de la rémunération du travail, record européen

1 La marge nette des entreprises s'érode derrière une marge brute stable

Le taux de marge brute des sociétés non financières est à 32,2 % en 2025, comme en 1990. L'excédent qu'elles dégagent doit pourtant d'abord couvrir l'usure d'un capital de plus en plus immatériel, qui se déprécie vite. Une fois cette usure déduite, leur marge nette a perdu 4,1 points depuis 1990, pour l'essentiel entre 2007 et 2012, sans rattrapage significatif depuis. Après intérêts, impôt et dividendes, l'épargne nette des sociétés n'atteint plus que 0,6 % de leur valeur ajoutée, contre 3,4 % en 1990.

France
Taux de marge brute et nette des sociétés non financières



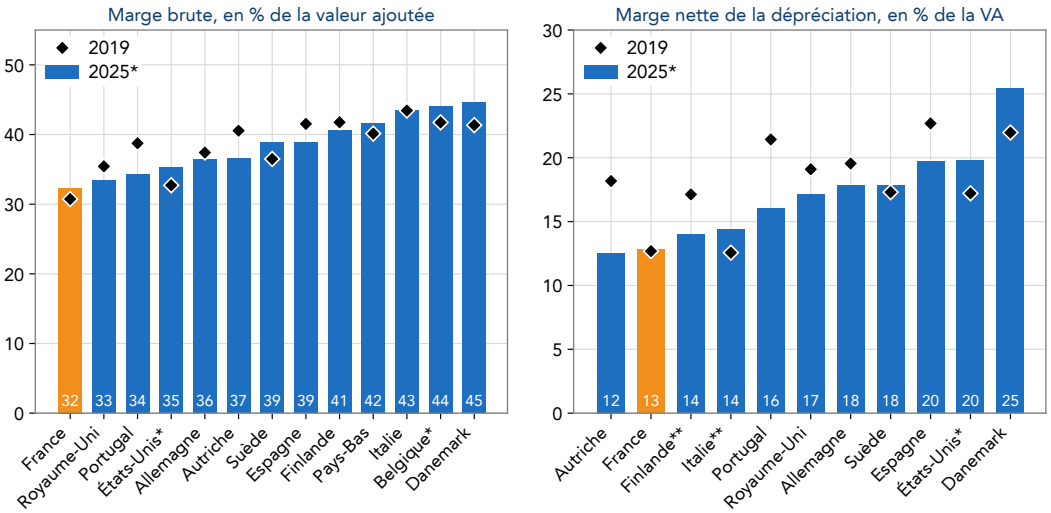
Source : Insee (comptes nationaux annuels, base 2020), calculs Rexecode

© Rexecode

2 Des marges parmi les plus faibles des pays avancés, en brut comme en net

Avec un taux de marge brute de 32,2 % en 2025, les sociétés non financières françaises sont au dernier rang des pays avancés comparés. Une fois la dépréciation déduite et les comptes italiens et finlandais corrigés, leur marge nette (12,8 %) n'est dépassée à la baisse que par celle de l'Autriche, en pleine récession industrielle.

Pays avancés
Taux de marge des sociétés non financières en 2019 et 2025



* 2024 lorsque 2025 n'est pas encore publié. ** Italie et Finlande corrigées des indépendants classés en sociétés ; Belgique et Pays-Bas exclus de la marge nette (transit de profits).

Sources : Eurostat, OCDE, Insee, calculs Rexecode

© Rexecode

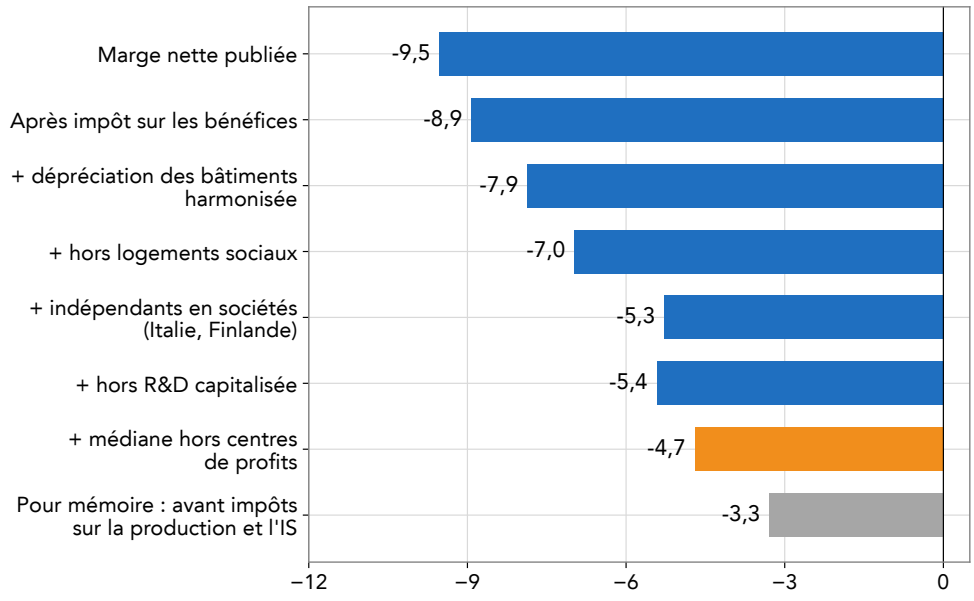
3 Une marge anormalement faible, même après correction des biais statistiques

Fiscalité des bénéfices, durée de vie des bâtiments, logements sociaux, classement des indépendants, R&D, profits déplacés vers les centres financiers : corriger tous les biais connus ne ramène l'écart de marge nette avec la zone euro qu'à 4,7 points. La faiblesse des marges françaises n'est pas un artefact statistique.

France et zone euro

Écart de marge nette après corrections cumulées

écart avec la médiane de la zone euro, en points de VA, 2025*



* 2024 lorsque 2025 n'est pas encore publié

Sources : Eurostat, OCDE, Insee, calculs Rexecode

© Rexecode

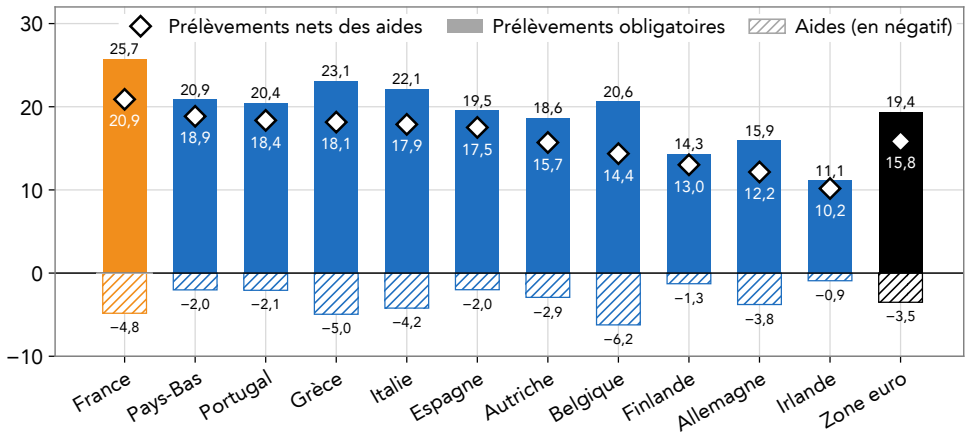
4 Des prélèvements records sur les entreprises, que les aides ne compensent pas

Cotisations des employeurs, impôts sur la production et impôt sur les sociétés pèsent 25,7 % de la valeur ajoutée des sociétés françaises, le niveau le plus élevé des grands pays de la zone euro. Les aides n'en effacent que 4,8 points, et la France reste en tête même nette des aides, à 20,9 % contre 15,8 % pour la zone euro et 12,1 % en Allemagne.

Zone euro

Prélèvements nets des aides sur les SNF en 2025

en % de la valeur ajoutée des SNF



Prélèvements : cotisations des employeurs, impôts sur la production et impôt sur les sociétés.
Aides : subventions d'exploitation et aides à l'investissement. Zone euro : ensemble des 20 pays.

Source : Eurostat (comptes de secteurs), calculs Rexecode

© Rexecode

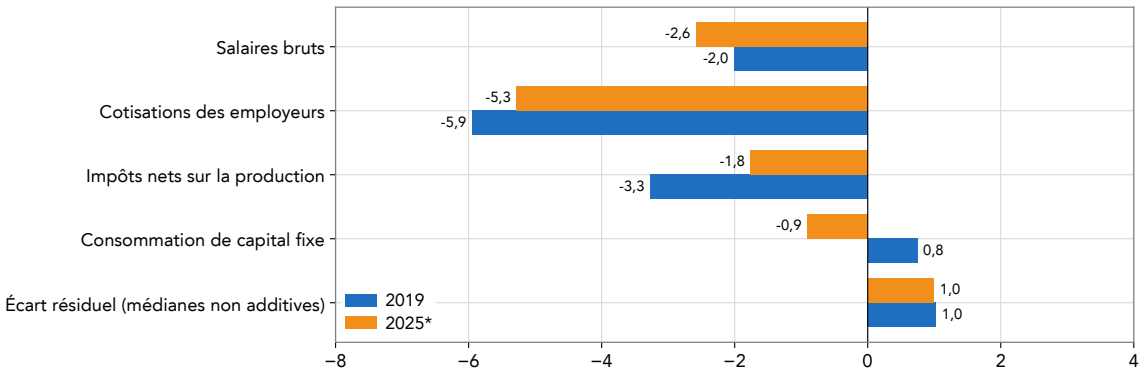
5 Un coût du travail alourdi par le financement d'un modèle social généreux

Poste par poste, l'écart de marge avec la zone euro tient d'abord aux cotisations des employeurs (5,3 points), qui financent une protection sociale plus généreuse qu'ailleurs, puis aux salaires bruts (2,6) et aux impôts sur la production (1,8). L'industrie, revenue à la médiane européenne quand les impôts de production ont baissé, montre que le rattrapage est possible.

France et zone euro

Écart de marge nette avec la médiane, par poste de la VA

en points de VA ; écart total : -9,4 en 2019, -9,5 en 2025



* 2024 lorsque 2025 n'est pas encore publié

Sources : Eurostat, OCDE, Insee, calculs Rexecode

© Rexecode

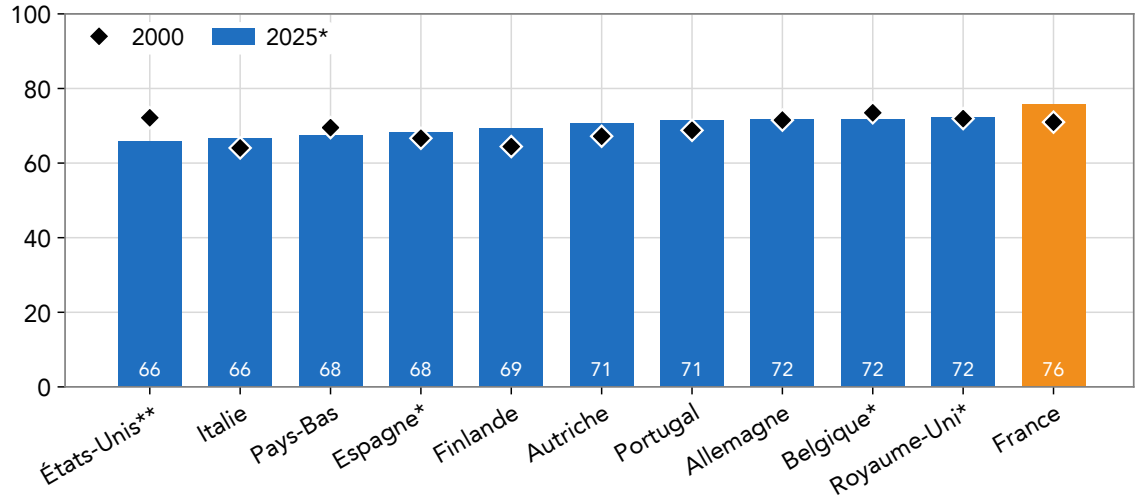
6 Les salariés français reçoivent une part de la valeur ajoutée plus grande qu'ailleurs

La part de la rémunération du travail atteint en France le niveau le plus élevé d'Europe et a gagné près de 5 points depuis 2000. Le travail n'est pas sous-payé par les entreprises, il est lourdement prélevé, et le pouvoir d'achat ne progressera durablement qu'avec une croissance et une productivité plus fortes.

Pays avancés

Part de la rémunération du travail en 2000 et 2025

hors immobilier, rémunérations et salaire imputé aux non-salariés, en % de la VA au coût des facteurs



* 2024 lorsque 2025 n'est pas encore publié ; ** 2021 (États-Unis)

Sources : OCDE (comptes nationaux par branche), Insee, calculs Rexecode

© Rexecode

Sources : Insee, Eurostat, OCDE, Banque de France, calculs Rexecode. Le document de travail n° 107 détaille les méthodes, les corrections statistiques et la littérature.